



CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM
Commission principale
Point 6 de l'ordre du jour

EXAMEN DU PROJET DE PROTOCOLE VISANT A REGLEMENTER LA PRODUCTION,
LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM
(E/2186, ANNEXE)

France : amendements à l'amendement présenté par la Suisse (E/CONF.14/L.20)

Chapitre V, section 12

1. Remplacer les paragraphes 5, 6 et 7 par les suivants :

" 5. L'embargo imposé en application du paragraphe 5 du présent article entrera en vigueur deux mois après la décision du Comité à moins [qu'un appel ne soit suspendu conformément aux dispositions du paragraphe 6].

" Si [l'Etat intéressé fait appel] [la suspension de l'embargo est accordée], l'embargo entrera en vigueur :

" a) Au moment du retrait de l'appel; [ou]

" b) Lorsque la commission prévue à l'alinéa 4 a) du présent article aura décidé de maintenir l'embargo; [ou]

" [c) A l'expiration de la période pour laquelle la suspension de l'appel a été accordée.]

" 6. Les parties s'engagent à appliquer l'embargo imposé en vertu ^{des} dispositions du paragraphe 3 et entré en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article.

" 7. Dans les cas visés aux paragraphes précédents du présent article, le Comité peut publier les renseignements dont il dispose et les accompagner des observations qu'il juge utile de formuler. Les Parties s'engagent à en autoriser la libre distribution dans les territoires placés sous leur contrôle."

53-15434

2. Ajouter un paragraphe 11 ainsi conçu :

"11. S'il ressort des relevés et des notifications des exportations et des importations adressés au Comité en application des dispositions des articles ... que la quantité exportée ou dont l'exportation a été autorisée à destination d'un pays ou territoire quelconque dépasse le total des évaluations définies à l'article ... pour ce pays ou pour ce territoire, augmenté de ses exportations constatées, le Comité en avisera immédiatement toutes les Parties. Celles-ci ne pourront plus autoriser, conformément aux dispositions de la Convention de 1931, pendant l'année en question, aucune exportation nouvelle à destination dudit pays ou territoire, sauf :

"i) Dans le cas où ledit pays [ou territoire] présente une évaluation supplémentaire en ce qui concerne à la fois toute quantité importée en excédent et la quantité supplémentaire requise; ou

"ii) Dans les cas exceptionnels où l'exportation est, de l'avis du gouvernement [de la Partie exportatrice], essentielle aux intérêts de l'humanité ou au traitement des malades."
